

Fiche 4

La justice civile concerne essentiellement des conflits entre particuliers, ne mettant pas directement en cause l'ordre public (*conflits entre propriétaire et locataire, conflits entre deux sociétés à propos de châssis*).

Certaines affaires ne sont pas non plus des conflits entre particulier (*litiges fiscaux*).

Un accident de roulage touche aussi bien le droit civil que le droit pénal. Le tribunal de police condamne par des amendes ou retrait de permis de conduire (*droit pénal*) ; et dans le même jugement, on est condamné à rembourser les frais de réparation de la voiture de l'autre partie (*condamnation civile*).

La justice pénale inflige des peines aux auteurs de comportements qui vont contre la société conformément aux dispositions de la loi (*emprisonnement, peine alternative, amende*).

L'avocat :

Devant les tribunaux et cours du travail, le salarié, l'indépendant ou la personne handicapée peut se faire représenter par un délégué d'organisation syndicale ou d'organisation représentative.

Dans le cas d'une aide sociale ou en matière de revenu d'intégration sociale, il s'agira d'un délégué d'organisation syndicale ou d'un membre du CPAS (*sous procuration écrite*).

L'aide juridique de première ligne est définie comme l'aide accordée sous forme de renseignements pratiques, d'information juridique, d'un premier avis juridique ou d'un renvoi vers une instance ou une organisation spécialisée (maisons de justice).

Les maisons de justice (*une par arrondissement wallon*), apporte cette aide de première ligne mais assurent également d'autres services tels que les enquêtes sociales, la médiation des conflits conjugaux, accueil des victimes et médiation pénale, contrôle des personnes qui font l'objet d'un suivi judiciaire.

L'aide juridique de deuxième ligne est confiée aux avocats que l'on peut choisir en consultant la liste des avocats qui se sont engagés pour une telle aide. L'avocat choisi sera prévenu par le bureau d'aide juridique (BAJ).

Il est cependant possible de ne pas faire appel à un avocat. Dans ce cas, il faut : rédiger et déposer seul une argumentation écrite (*conclusions*) et ensuite les exprimer oralement (*plaidoirie*) lors la première audience (*audience d'introduction*) devant le juge.

Si le juge estime la personne en difficulté pour discuter sa cause avec la décence convenable où qu'elle manque de clarté dans ses explications, il invitera cette personne à prendre un avocat.

Il est à noter quand cas de « requête unilatérale » (*requête d'urgence*) il est indispensable d'avoir un avocat.

Le greffe est le secrétariat du tribunal. Le greffier (*secrétaire*) s'occupe des tâches administratives et pendant l'audience, il note tout ce qui a été dit et conserve les pièces et les actes de procédure. Sans sa signature, un jugement rendu n'a aucune valeur. Il s'occupe de l'organisation des audiences.

Fiche 4

Au civil, les parties se nomment **demanderesse/demandeur** (*celle qui réclame une indemnisation dans un procès civil*), et **défenderesse/défendeur** (*celle contre qui l'action est dirigée dans un procès civil*).

Au pénal, la personne suspectée d'un comportement condamnable est le **délinquant**. Il est le **contrevenant** s'il est jugé pour une infraction au Tribunal de police. S'il s'agit de délit juger par le tribunal correctionnel, il sera le **prévenu** ou l'**inculpé**, et enfin il sera l'**accusé** jugé pour crime en Cours d'assise.

La victime est la personne (*particulier ou société*) qui a subi une atteinte à ses droits (*préjudice*). Celui-ci peut être corporel quand l'atteinte est portée à l'intégrité physique de la personne, matériel quand elle est portée à ses biens ou moral quand elle est portée à sa réputation ou son honneur.

Lorsque le fait à l'origine du préjudice est une infraction pénale, la victime peut porter plainte, c'est-à-dire saisir la justice. Cette plainte peut être déposée auprès de la police ou du procureur du roi.

L'huissier de justice.

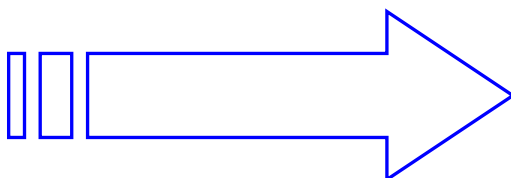
La justice impose que le justiciable (*la personne contre qui l'action est menée*) doit être avertie en temps utile « *communication* » et de manière fiable des rendez-vous qui lui sont fixés en justice et des décisions qui le concerne. Que ces décisions soient exécutées « *exécution* », au besoin sous la contrainte, et procéder à la « *constatation* » du respect de cette exécution.

Les experts. Occasionnellement, les juges peuvent solliciter l'avis de professionnels, appelés experts, compétents dans une technique ou science spécifique (*médecins, psychologues, architectes, ingénieurs, géomètres-experts ou techniciens*).

La justice leur demande d'apporter un éclairage sur certains aspects d'une affaire, pour permettre aux juges de prendre leur décision en connaissance de cause. Le juge n'est cependant pas obligé de suivre leur avis et une contre-expertise peut être demandée à tout moment.

Dans les affaires entre particuliers, il existe des listes d'experts judiciaires, mais les juges sont libres de désigner des professionnels non inscrits sur ces listes. En matière pénale, les experts doivent être choisis sur la liste de la Cour d'appel. Les honoraires des experts sont fixés par le juge qui les a désigné.

Parmi ces experts se distinguent les traducteurs et interprètes qui ont pour rôle de traduire dans une langue compréhensible pour la personne les actes, débats et décisions prises durant les sessions judiciaires. Leur rôle est donc fondamental puisqu'ils constituent un intermédiaire entre le juge, l'avocat lorsqu'il y en a un et la personne concernée permettant à cette dernière de suivre l'affaire et d'apporter aux juges les réponses demandées. Les traducteurs et interprètes sont inscrits sur une liste présente dans chaque Tribunal. Ils sont soumis à une obligation de secret professionnel.



Pour en savoir plus : Avocat pro deo
www.barreaudebruxelles.be